

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Minusca : épilogue d'un engagement au service de la paix

J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LE récent renvoi du contingent gabonais de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca), pour des faits présumés de viol et exploitations sexuelles, marque sans doute la fin de l'engagement du Gabon au sein de la Minusca.

Des faits qui, au-delà de leur gravité et bien qu'étant blâmables, ne sauraient occulter le sacrifice consenti, pendant vingt-cinq ans, par les Casques bleus gabonais pour le retour et le maintien de la paix dans ce "pays frère". D'autant que ces actes regrettables et répréhensibles à tout point de vue, sont le fait d'une infime minorité de soldats égarés qui ont déshonoré leurs uniformes et, partant, la nation tout entière. D'où l'annonce, par le ministère de la Défense nationale, de l'ouverture d'une enquête afin de faire toute la lumière sur cette affaire et sanctionner, le cas échéant, les coupables.

En tout cas, l'engagement des troupes gabonaises en Centrafrique ne s'est jamais démenti. Au plus fort de la crise, nos soldats n'ont reculé devant rien pour assumer leurs missions. Et certains d'entre eux l'ont payé au prix le plus fort. Neuf militaires gabonais ont perdu la vie. À côté d'eux, des dizaines de leurs frères d'armes blessés porteront à jamais les stigmates des combats. Sans oublier tous ceux qui, éventuellement, pourraient souffrir de syndrome post-traumatique. Bref, des milliers de nos soldats ont été sur le théâtre des opérations. Au milieu de tout cela, selon une source officielle, cet engagement aura coûté au contribuable gabonais pas moins de quatre-vingt (80) milliards de nos francs ! Car la présence des troupes gabonaises en République centrafricaine (RCA) est bien antérieure à la Minusca, érigée le 10 avril



Un contingent de Casques bleus gabonais de retour de Bangui.

2014 par la résolution 2 149 du Conseil de sécurité des Nations unies, dont le mandat s'articule autour "de la stabilisation de la situation dans les principales agglomérations et contribution au rétablissement de l'autorité

de l'État en RCA".

Aux premières heures d'éclatement de conflits dans ce pays, le Gabon, à travers l'envoi des troupes, a toujours manifesté sa solidarité et son soutien à l'égard du peuple

centrafricain. Notamment sous l'égide d'organisations sous-régionale et continentale (Communauté économique des États de l'Afrique centrale, Union africaine) : Misab (1997), Minurca (1998), Fomuc (2002),

Micopax 1 & 2 (2008) puis la Misca (2013).

Un engagement sans discontinuer qui aura valu, à plusieurs moments, à notre pays, la reconnaissance de la Communauté internationale.

Entre nous soit dit

Pour Moussa Adamo, un bréviaire intangible guide l'armée en OR

IL nous faut reconsidérer notre lien à la nation. Nous condamnons avec la plus ferme énergie cette propension détestable, chez bon nombre de nos compatriotes, à se réjouir de cette sorte d'autoflagellation gratuite et facile, qui est de souiller, ainsi que de spolier l'honneur du Gabon à peu de frais. Notre fibre patriotique se révolte et est profondément en peine avec la manière ingrate et dégradante, avec laquelle certains responsables onusiens veulent insidieusement traiter le sacrifice suprême consenti par les hautes autorités de notre pays, pour garantir et préserver l'intégrité de même que la cohésion d'un pays frère : la République de Centrafrique.

Pendant que bien d'autres se retiraient de ce champ inextricable d'horreurs et d'épouvante, le Gabon y est présent depuis un peu plus de deux décennies. Nos braves soldats s'y sont engagés résolument, afin que ce territoire voisin ne finisse dans ce qui était le sort voulu par ses propres enfants. De continuer à faire de la République centrafricaine un État, une nation, les légions gabonaises y ont payé un tribut des plus élevés. Que l'on ne vienne pas faire de nos militaires une cohorte de dépravés avides de transgressions. Cela nous ne l'accepterons jamais.

Qui pourrait reconsidérer l'implication somme toute désintéressée d'un Omar Bongo Ondimba et, à sa suite, du président Ali Bongo On-

dimba, à pacifier ce pays frère, et de le préserver de la sécession, si ce n'est de la balkanisation vers laquelle les autochtones des bords de l'Oubangui eux-mêmes le précipitaient. Le Gabon n'a eu de cesse de répondre présent aux sollicitations de l'Union africaine et à celles de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Loin de nous l'intention ni d'absoudre, ni encore moins de nuancer ou même de minorer, les quelques faits isolés commis par certains de nos éléments à la morale dissolue sur le théâtre des opérations. Cela ne peut conduire aucunement à cet amalgame abominable, qui veut faire passer nos valeureux et héroïques soldats pour une colonne de bonobos en rut et avides de chair fraîche.

Alors, quand Michaël Moussa Adamo, le ministre de la Défense nationale, qui a fait de la rigueur, de l'honneur et de l'exemplarité le seul Code de conduite de notre armée en OR, acte le retrait de nos forces de la RCA, nous le prenons avec une fierté et une bienveillance non feintes. Et nous disons à tous ces experts bien à l'abri, et dans le confort de ce somptueux immeuble du 405 East 42nd street à New York qu'ils peuvent repasser. Bassé !

Teddy OSSEY*

* Chronique